

ASSOCIATION CHÉRINE

Maison de la Nature et de la Réserve

36290 SAINT MICHEL EN BRENNE

Audit Arnaudeau et Associés

Commissaires aux Comptes

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

SUR LES COMPTES ANNUELS

**EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024**

ASSOCIATION CHÉRINE
Siège social : Maison de la Nature et de la réserve
36290 SAINT MICHEL EN BRENNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SAS AUDIT ARNAUDEAU ET ASSOCIES
Commissaires aux Comptes Associés
68 rue Armand Barbès
87100 LIMOGES
Téléphone : 05 55 18 08 08 - Mail : auditarnauudeauassociés@lvds.biz

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION CHERINE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CHERINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant « l'acquisition d'une propriété d'environ 100 hectares sur la Commune de Ruffec en partenariat avec le WWF France et la LPO France et avec le soutien financier du Fonds vert et de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

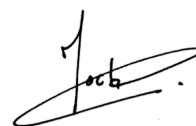
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LIMOGES, le 6 juin 2025

Pour la SAS AUDIT ARNAUDEAU ET ASSOCIES,



**Mathieu MOCHE,
Commissaire aux Comptes.**

			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
État exprimé en €			Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et de développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions brevets droits similaires	3 790,00	3 790,00		
		Fonds commercial				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	Terrains	728 350,89		728 350,89	388 080,20
		Constructions	90 474,05	48 803,89	41 670,16	51 571,27
		Installations techniques,mat et outillage indus.	62 516,76	46 922,33	15 594,43	21 458,38
		Autres immobilisations corporelles	212 763,79	152 849,25	59 914,54	36 230,84
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations financières	Participations et Créances rattachées	103,80		103,80	104,00
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres						
TOTAL (I)		1 097 999,29	252 365,47	845 633,82	497 444,69	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours					
	Créances	Créances clt. , adhé., usag. et cpt. rattachés	31 534,30		31 534,30	7 680,00
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances	397 208,13		397 208,13	381 600,37
		Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	120 911,64		120 911,64	178 771,77
		Charges constatées d'avance	903,60		903,60	471,28
	TOTAL (II)		550 557,67		550 557,67	568 523,42
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)			1 648 556,96	252 365,47	1 396 191,49	1 065 968,11

Bilan Passif – CHERINE

01/01/2024 au 31/12/2024

État exprimé en €			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Fonds Propres	Sans droit de reprise	Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
	Avec droit de reprise	Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation			
	Réserves	Réserves statutaires ou contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité	518 836,92	532 848,00
		Autres		
	Report à nouveau			23 148,62
	Excédent ou déficit de l'exercice		26 102,29	-37 159,70
	Situation nette (sous total)		544 939,21	518 836,92
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement		466 227,01	208 292,18
	Provisions réglementées			
TOTAL (I)		1 011 166,22	727 129,10	
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés		197 318,30	111 136,16
	TOTAL (II)		197 318,30	111 136,16
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	TOTAL (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières diverses			
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		72 796,44	152 802,27
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		76 667,33	70 746,18
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		5 532,60	
	Instruments de trésorerie			
	Produits constatés d'avance		32 710,60	4 154,40
	TOTAL (IV)		187 706,97	227 702,85
	Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)			1 396 191,49	1 065 968,11

Compte de résultat – Produits
Chérine

01/01/2024 au 31/12/2024

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	25 745,20	31 173,30
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	9 032,80	17 659,20
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	725 791,49	801 039,92
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		5 330,00
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 042,00	32 100,35
	Utilisations des fonds dédiés	26 066,71	17 702,91
	Autres produits	11,63	54,72
	TOTAL (I)	799 689,83	905 060,40
Produits financiers	Participations		2,03
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 976,23	1 754,56
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
	TOTAL (II)	4 976,23	1 756,59
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	65,95	400,00
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	76 659,23	69 310,23
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL (III)	76 725,18	69 710,23
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		881 391,24	976 527,22
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	37 159,70
TOTAL GENERAL		881 391,24	1 013 686,92

Compte de résultat – Charges
Chérine

01/01/2024 au 31/12/2024

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		23 594,06
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	287 606,29	504 364,55
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 021,27	4 919,56
	Salaires et traitements	275 222,99	249 067,29
	Charges sociales	90 377,91	77 715,12
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	38 464,14	34 494,47
	Dotations aux provisions		
	Report en fonds dédiés	156 630,38	111 136,16
	Autres charges	14,36	7 365,29
	TOTAL (I)	854 337,34	1 012 656,50
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
	TOTAL (II)	0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion	300,86	1 030,42
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL (III)	300,86	1 030,42
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)		650,75	
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)		855 288,95	1 013 686,92
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		26 102,29	0,00
TOTAL GENERAL		881 391,24	1 013 686,92

ANNEXES**A. Informations générales****1. Préambule**

Chérine est une association de type Loi 1901, à but non lucratif dont l'objet social est la protection de la nature et de l'environnement.

Chérine a pour objet :

- d'assurer la gestion de la Réserve Naturelle Nationale de Chérine et de son environnement
- de contribuer à la connaissance, à la préservation et à la valorisation des richesses naturelles de la Brenne, en tant que région classée site Natura 2000 et site Ramsar
- de contribuer à l'accueil, à la sensibilisation et à l'éducation du public venu découvrir les richesses naturelles de la Brenne,
- de contribuer à la connaissance de l'évolution historique des paysages et du patrimoine naturel de la Brenne, ainsi qu'à la sensibilisation des acteurs en charge de leur devenir.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 396 191,49 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 26 102,29 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/06/2025 par les dirigeants.

2. Moyens mis en œuvre

L'association emploie en 2024, 8 salariés :

- 1 Directeur
- 1 Conservateur
- 2 Gardes/techniciens assermentés
- 2 Chargés d'études
- 1 Animatrice
- 1 Bergère saisonnière

Elle est administrée par un conseil d'administration composé de 9 membres.

La partie gestion de la Réserve Naturelle de l'association est accompagnée par un Comité Consultatif et un Conseil scientifique.

L'association gère 394 hectares classés en Réserve Naturelle Nationale et un peu plus de 600 hectares en propriétés conventionnées.

01/01/2024 au 31/12/2024

3. Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- Départ de Monsieur Albert MILLOT, anciennement Directeur/Conservateur
- Réorganisation de la structure
 - Monsieur François CLEMENT au poste de Directeur
 - Monsieur Thibaut MICHEL au poste de Conservateur
 - Monsieur Brice ROGGY au poste de Chargé de mission suivi scientifiques et conventionnements
- Acquisition d'une propriété d'environ 100 hectares sur la Commune de Ruffec en partenariat avec le WWF France et la LPO France et avec le soutien financier du Fonds vert et de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.
- L'Association n'a pas pu demander de financements FEADER en 2024 malgré des projets éligibles et des fonds disponibles. Les demandes de subventions pour les projets 2024, à l'instar des 2023 seront faites en 2025 lorsque les services de la Région Centre-Val de Loire auront mis en place la plateforme de traitement de ces demandes.

B. Principes, règles et méthodes comptables

1. Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenues frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

3. Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

01/01/2024 au 31/12/2024

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciel informatiques	1 an
Brevets	7 ans
Agencements, aménagements des terrains	De 06 à 20 ans
Construction	De 10 à 40 ans
Agencements des constructions	12 ans
Matériel et outillages industriels	De 03 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	De 06 à 10 ans
Matériel de transport	De 03 à 05 ans
Matériel de bureau et informatique	De 03 à 10 ans
Mobilier	De 05 à 10 ans

4. Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

5. Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

6. Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

7. Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

01/01/2024 au 31/12/2024

C. Notes sur le Bilan actif

1. Immobilisations :

Actif immobilisé	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles	3 790,00 €			3 790,00 €
Immobilisations corporelles	709 018,02 €	386 653,47 €	1 566,00 €	1 094 105,49 €
Immobilisations financières	104,00 €		0,20 €	103,80 €
Total	712 912,02 €	386 653,47 €	1 566,20 €	1 097 999,29 €

2. Amortissements :

Immobilisation amortissables	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	3 790,00 €			3 790,00 €
Total	3 790,00 €			3 790,00 €
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	38 902,78 €	9 901,11		48 803,89 €
Install techniques, matériels et outillages	40 194,79 €	6 727,54 €		46 922,33 €
Installations générales, agencements divers	3 212,44 €	1 450,07 €		4 662,51 €
Matériel de transport	66 437,63 €	12 792,38 €	1,00 €	79 229,01 €
Matériel de bureau et informatiques	15 105,42 €	3 043,10 €		18 148,52 €
Optique	45 301,51 €	4 122,14 €	1 565,00 €	47 858,65 €
Autres immobilisations corporelles	2 522,76 €	427,80 €		2 950,56 €
Immobilisations financières				
Total	211 677,33 €	38 464,14 €	1 566,00 €	248 575,47 €
Total général	215 467,33 €	38 464,14 €	1 566,00 €	252 365,47 €

01/01/2024 au 31/12/2024

3. Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d’exploitation	31 534,30 €
Subventions / Financements	393 706,14 €
Autres produits à recevoir	3 501,99 €
Total	428 742,43 €

01/01/2024 au 31/12/2024

D. Notes sur le Bilan passif

1. Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	532 848,00 €		38 808,00 €	52 819,08 €	518 836,92 €
Dont générosité du public					
Report à nouveau	23 148,62 €			23 148,62 €	
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-37 159,70 €				26 102,29 €
Dont générosité du public					
Situation nette	518 836,92 €		38 808,00 €	75 967,07 €	544 939,21 €
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	208 292,18 €		332 594,06 €	74 659,23 €	466 227,01 €
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	727 129,10 €		471 402,06 €	150 626,30 €	1 011 166,22 €
Total dont générosité du public					

01/01/2024 au 31/12/2024

2. Fonds dédiés

Pour rappel, en 2023, Chérine a bénéficié de 5 financements s’étalant sur les exercices 2023 et 2024.

- CRST – Convention P00007762
- Fonds vert – Convention 230444901
- Fonds vert – Convention 230231401
- Fonds vert – Convention 230424701
- Fonds vert – Convention 230424801

En 2024, l’association a bénéficié de plusieurs autres financements s’étalant sur plusieurs exercices ou concernant seulement l’exercice n+1.

Variation des fonds dédiés issus	A l’ouverture	Reports	Utilisation	Transferts	A la clôture
CRST – P000007762	22 872,21 €		22 872,21 €		0,00 €
Fonds vert – 230444901	44 146,89 €		44 146,89 €		0,00 €
Fonds vert – 230231401	32 563,92 €	32 563,92 €			32 563,92 €
Fonds vert – 230424701	3 429,14 €		3 429,14 €		0,00 €
Fonds vert – 230424801	8 124,00 €	8 124,00 €			8 124,00 €
Fonds vert - 2104329661				7 311,18 €	7 311,18 €
Fonds vert - 240479201				15 933,43 €	15 933,43 €
Fonds vert - 2104329666				25 000,00 €	25 000,00 €
CRST – P00032017				21 628,53 €	21 628,53 €
CD 36 - Avenant				20 000,00 €	20 000,00 €
AELB - 240166701				25 403,36 €	25 403,36 €
DREAL - Marouettes				19 616,98 €	19 616,98 €
DREAL – OR				9 685,00 €	9 685,00 €
DREAL - OVF				12 052,00 €	12 052,00 €
Total	28 894,00 €	40 687,92 €	70 448,24 €	156 630,48 €	197 318,40 €

3. Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	72 796,44 €	72 796,44 €		
Dettes fiscales & sociales	76 667,33 €	76 667,33 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 532,60 €	5 532,60 €		
Produits constatés d'avance	32 710,60 €	32 710,60 €		
Total	187 706,97 €	187 706,97 €		

01/01/2024 au 31/12/2024

E. Notes sur le compte de résultat

1. Concours publics et subventions

Le Conseil Département de l'Indre a octroyé 144 000 euros de subventions à l'association Chérine au cours de l'exercice 2024, dont 14 000 euros de subvention d'investissement et 20 000 euros liés à la réalisation d'un film documentaire.

La DREAL a octroyé 168 073 euros de subventions de fonctionnement et 70 467 euros de subventions liées à des suivis scientifiques durant l'exercice 2024. Une partie de ces subventions concernent l'année 2025 (cf. fonds dédiés)

L'AE LB a octroyé 68 913 euros de subventions durant l'exercice 2024 et 235 379 € pour le projet d'acquisition du site de La Rouère.

Le WWF France a octroyé 127 140 euros de subventions durant l'exercice 2024.

La Région Centre-Val de Loire a octroyé 40 100 euros euros de subventions pour l'exercice 2024.

L'Etat, via le fonds vert a octroyé 107 099 € euros de subventions pour l'exercice 2024.

2. Subventions d'investissements

L'AE LB a octroyé 235 379 € et l'Etat, via le fonds vert a octroyé 53 068 € pour le projet d'acquisition du site de La Rouère.

Le Conseil Départemental de l'Indre a octroyé 14 000 euros de subvention d'investissement pour des travaux de restauration. Ces travaux ayant été effectués sur des propriétés n'appartenant pas à l'Association Chérine, la subvention a été affectée en produits, pour sa totalité, sur l'exercice 2024.

3. Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir N+1
Conseil départemental 36	Fonctionnement	144 000 €	134 000 €	10 000 €
Fonds vert	Projets	107 099 €	37 187 €	69 912 €
DREAL	Fonctionnement/projets	238 540 €	238 540 €	
AE LB	Projets	68 913 €	34 456 €	34 456 €
WWF France	Projets	127 140 €	82 946 €	44 194 €
Région Centre – Val de Loire	Projets	40 100 €	20 050 €	20 050 €
Total		725 792 €	547 179 €	178 612 €

01/01/2024 au 31/12/2024

F. Autres informations

1. Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

2. Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

3. Effectif moyen

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	
Non Cadres	6	
Total	9	

4. Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 2 900,00 € TTC.

LVDS Centre Ouest

Siège Social : 3 chemin des Versannes - CS 20099 - 87203 **SAINT-JUNIEN**

Bureau : 68 rue Armand Barbès - 87100 **LIMOGES**

Bureau : 13 place du Général de Gaulle - 16700 **RUFFEC**

LVDS Massif Central

Siège Social : 2-3 parc d'activités du Bois Saint-Michel - 19200 **USSEL**

Bureau : 8 avenue de la gare - 19400 **ARGENTAT**

LVDS Périgord

Siège Social : 13 rue Romaine - BP 4034 - 24004 **PÉRIGUEUX** Cedex

Bureau : 6 place de l'Hôtel-de-Ville - 24260 **LE BUGUE**

Bureau : 6 et 8 boulevard Eugène Leroy - 24200 **SARLAT**

LVDS Expertise Terrasson

Z.I. Du Coutal - 8 rue Jean-Baptiste SAY - 24120 **TERRASSON**

LVDS Expertise Tulle

58 bis avenue Victor Hugo - 19000 **TULLE**

AGRILIM Gestion

Siège Social : 58 bis avenue Victor Hugo - 19000 **TULLE**

Bureau : 11 bis avenue du Général de Gaulle - 19140 **UZERCHE**

SERIN Expertise

16 A Cours Sablon - 63000 **CLERMONT-FERRAND**

Cabinet AUCHABIE

20 avenue Édouard Herriot - 19100 **BRIVE-LA-GAILLARDE**

Z&M Conseil

1 rue Martinet - 23000 **GUÉRET**

Cabinet LARRIBE-VALVO

11 rue de la Fontaine Bleue - CS 10113 - 19103 **BRIVE-LA-GAILLARDE** Cedex

LVDS Audit

Siège Social : 11 rue de la Fontaine Bleue - CS 70119 - 19103 **BRIVE-LA-GAILLARDE** Cedex

Bureau : 16 A Cours Sablon - 63000 **CLERMONT-FERRAND**

AUDY & ASSOCIÉS

Siège Social : 19 avenue de Messine - 75008 **PARIS**

Bureau : 2-3 parc d'activités du Bois Saint-Michel - 19200 **USSEL**

Audit Arnaudeau et Associés

68 rue Armand Barbès - 87100 **LIMOGES**